

L'action politique : partisane ou non?

Catherine Dorion and Claude Vaillancourt

Number 758, July–August 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/66916ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dorion, C. & Vaillancourt, C. (2012). L'action politique : partisane ou non? *Relations*, (758), 36–37.



L'action politique: partisane ou non?

La non-partisanerie est une mode.

CATHERINE DORION

L'auteure détient une maîtrise en science politique du King's College London et est membre du conseil exécutif d'Option nationale

La non-partisanerie est à la mode, une mode *glamour*, pour personnalités publiques distinguées. Elle est d'ailleurs essentielle à la préservation de leur crédibilité et de leur popularité: leur influence est plus grande si leur parole n'est pas barbouillée d'un vulgaire logo partisan. C'est une stratégie raisonnable dans la mesure où il semble sensé d'adopter la méthode la plus efficace pour faire avancer les idées qu'on croit bonnes. Sauf qu'elle a aussi beaucoup à voir avec l'égo. L'influence, c'est comme le pouvoir et l'argent, c'est dans la zone égotique de l'être que ça joue, que ça congratule, que son développement devient une nécessité.

DES ALLÉGEANCES DISSIMULÉES

Certains préfèrent le pouvoir à l'influence. C'est le cas des super-partisans, dont la langue de bois n'est plus crédible mais qui s'en foutent tant qu'ils ont le pouvoir. D'autres choisissent l'influence. Ils se foutent relativement du pouvoir et de l'argent mais courent après les publications, la visibilité médiatique et les honneurs. Or, pour les obtenir, il est préférable de n'être officiellement d'aucune affiliation partisane, sans quoi ils risqueraient d'être, comme l'écrit Hubert Aquin, «brutalement référés à leur groupe idéologique déterminant et imperméable» et que leur soit refusé «tout pouvoir de connaissance parce que, désormais et une fois pour toutes,

on connaît leurs conditionnements» (*Blocs erratiques*, 1962). Pourtant, le plus souvent, ils ont bel et bien une allégeance partisane; l'essentiel est de la dissimuler. Cette dissimulation est devenue, à notre époque, source de crédibilité. On a le courage de ses opinions... jusqu'à une certaine limite. Cette limite, c'est l'action politique.

Le personnage d'influence contemporain par excellence, donc, c'est l'*armchair general* qui dit ce qu'il pense depuis le confort de sa chaise de bureau mais qui n'aura jamais l'idée saugrenue de se présenter sur une tribune pour appeler à l'action politique. Cela crée un monde où les véritables propositions sont rares et où les critiques pullulent à tel point qu'il devient extrêmement gênant de proposer. Plonger dans l'action signifierait risquer notre prestige social et notre employabilité pour un parti politique, en lui faisant cadeau de toute l'influence que nous avons réussi à accumuler afin qu'il la dilapide en mensonges. Ceux qui nous écouterait balairaient désormais nos propos de la main: «Ah, celui-là, on sait bien, il est avec telle gang», comme si nous avions tout à coup perdu toute intelligence, toute capacité de penser par nous-mêmes, comme si nous étions devenus, du jour au lendemain, des diseurs de n'importe quoi, des langues de bois irréchantables – bref, des politiciens.

OÙ EST PASSÉ GÉRALD GODIN?

À la fin de l'ère duplessiste, des professeurs d'université, des journalistes et des artistes se sont affichés et ont investi le champ politique. La noirceur

était devenue assez lourde à porter pour que le spectre de perdre leur job ou de voir s'effriter leur statut social individuel ne suffise plus à les neutraliser. L'un après l'autre et l'un entraînant l'autre, ils labourèrent la terre en jachère de la pensée-action politique au Québec et redonnèrent sa force politique à la collectivité québécoise. Mais cette cohérence de la pensée et des gestes. Cette idée d'envahir l'Assemblée nationale pour y prendre la place des politiciens carriéristes à courte vue, ne sont pas encore redevenues à la mode. Trop peu de gens de qualité, sincères et décidés n'osent investir la politique. Leur ego leur dit: «Prudence! Tu pourrais avoir l'air de...!» et laisse à d'autres égos – les super-partisans – le loisir d'occuper les parlements.

Chers influents, vous faites du bon travail dans vos chroniques, dans vos émissions, dans votre art, dans vos cours. Mais qui ramassera le paquet si vous continuez à avoir peur de mettre le pied dans le carré de sable? Toujours les mêmes, qui ne reprendront vos idées que le court instant d'une campagne électorale. Votre travail tombe à l'eau.

J'écris tout ceci parce que j'ai envie, comme disait Gandhi, d'être le changement que je veux voir dans le monde. J'ai frayé avec la mode non partisane, la mode de l'extrême prudence, j'ai cru que j'aurais plus d'influence ainsi. Mais ce que je faisais, en réalité, c'était sacrifier la véritable action politique pour ma petite notoriété individuelle en devenir. Alors que le plus beau pari, c'est d'avoir les deux, c'est que la seconde découle précisément de la première, qu'elle la serve. ●



Actuellement, au Québec, on voit souvent de l'apolitisme là où il n'y en a pas. Mais pour ceux et celles qui

ne craignent pas d'affirmer le caractère politique de leur action, un choix s'impose : doit-elle être partisane ou non?

L'engagement non partisan est aussi essentiel que la voie partisane.

CLAUDE VAILLANCOURT

Les partis au pouvoir ont plutôt tendance à se mettre au service des classes dominantes. Dans ce contexte, pour plusieurs, une solution s'impose : créer et investir des partis politiques différents, progressistes et ouverts aux revendications sociales. Ces partis seront ainsi guidés par des citoyens impliqués qui empêcheront que les intérêts particuliers l'emportent sur les intérêts collectifs.

LES DÉRIVES DU POUVOIR

Ce choix est on ne peut plus louable et les mouvements sociaux ont besoin d'avoir des relais au sein des partis politiques pour porter leurs idées, les défendre et les mettre en œuvre. Mais il semble évident que les politiciens y parviennent difficilement seuls. Rappelons-nous que le néolibéralisme s'est installé après que les mouvements sociaux aient remporté d'importantes victoires. Plusieurs avaient accordé leur confiance à des gouvernements de gauche pour préserver les acquis de ces luttes parfois douloureuses. Le Parti québécois est l'exemple flagrant d'un parti qui avait un programme aux objectifs sociaux ambitieux, avec une base militante nombreuse et active. Pourtant, une fois au pouvoir, il n'a pas résisté aux pressions et à l'idéologie dominante et a adopté une série de mesures néfastes : baisses d'impôts qui ont fragilisé les services publics, mesures désastreuses pour atteindre le déficit zéro, virage néolibéral dans la conception de l'État.

Et ce, aux dépens de sa base, souvent considérée comme un adversaire aux yeux des dirigeants du parti. Le réveil a été principalement sonné par les groupes sociaux, aux premières loges pour évaluer, comprendre et se mobiliser devant de telles politiques.

De pareilles dérives ont aussi été observées en grand nombre à l'étranger. Par exemple, le Parti socialiste en France n'avait plus de socialiste que le nom sous le gouvernement de Lionel Jospin. Barack Obama, porté par l'appui et les dons multiples de simples citoyens dans sa campagne pour l'investiture du Parti démocrate, s'est ensuite en grande partie soumis aux volontés des élites d'affaires qui ont financé sa campagne présidentielle à coup de millions de dollars.

UN PARTAGE DES TÂCHES

Plusieurs ne se laissent pas abattre par de pareils résultats et croient que l'on peut faire mieux en formant de nouveaux partis politiques, comme Québec solidaire. Il faut espérer de tout cœur qu'ils aient raison. Le pouvoir politique est essentiel pour changer en profondeur les choses. Mais qui peut nous garantir que lorsque ces nouveaux partis s'approcheront de leur but, ils ne seront pas tentés – voire contraints – par les mêmes compromissions et les mêmes jeux de coulisses que leurs prédécesseurs?

D'où l'importance d'avoir un mouvement social actif et bien organisé. Au Venezuela, au Brésil, en Bolivie et en Équateur, des partis politiques de gauche ont réussi à prendre le pouvoir parce qu'ils ont profité d'un appui

indispensable de mouvements sociaux solidement implantés. Les transformations sont plus profondes et plus durables si elles s'inscrivent dans une telle dynamique que si elles sont imposées par une élite politique, tout bien intentionnée soit-elle.

Parlons ici d'un partage des tâches : certains doivent choisir la voie de la politique partisane. Ils ne pourront cependant être efficaces que s'ils sont constamment épaulés par des personnes qui les suivent de près, les encouragent et leur donnent une importante approbation lorsqu'ils agissent en fonction du bien commun et de l'intérêt public. Mais qui sauront aussi les contester et les guider lorsque le parti s'éloigne de ses objectifs.

J'ai quant à moi fait le choix de militer hors des partis politiques. Je ne prétends pas, loin de là, que ce choix est le meilleur. Mais je sens que dans l'équilibre des forces actuelles, il reste un travail gigantesque à faire pour donner aux partis politiques la force et le bien-fondé d'entreprendre les transformations plus que nécessaires pour échapper aux multiples crises qui nous assaillent et faire en sorte que celles-ci aient l'appui d'une grande partie de la population. Or, se faire élire, entreprendre la bataille politique nécessite beaucoup de temps, de courage et d'énergie, mais comporte aussi son lot de «politicaillerie». Ce qui ne permet pas toujours aussi librement de s'instruire, d'approfondir des dossiers, de demeurer actif dans la guerre – fondamentale – des idées. De plus, le militant non partisan profite d'un préjugé favorable : il ne veut pas le pouvoir, il ne travaille pas pour ses propres intérêts. Cela, à mes yeux, lui donne une formidable légitimité. ●

L'auteur, professeur de littérature au Collège André-Grasset, écrivain et militant, est président d'ATTAC-Québec